



Direction Générale Adjointe des Solidarités  
Direction des Offres d'accueil  
Service Accompagnement des Etablissements et Services

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrêté n° Dossier 87855 du

*Année n° 26-1106 du 19 FEV. 2026*

**Objet : FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À L'HÉBERGEMENT,  
DU FORFAIT GLOBAL RELATIF À LA DÉPENDANCE ALLOUÉ AU TITRE DE L'ANNÉE 2026 ET  
DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À LA DÉPENDANCE APPLICABLES À COMPTER  
DU 1ER MARS 2026 À L'EHPAD LE PRIEURÉ À PONTVALLAIN.**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et les articles R 314-158 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Règlement départemental d'aide sociale de la Sarthe approuvé par la délibération n°6 de la Commission permanente du 3 avril 2025 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 16 octobre 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services médico-sociaux pour 2026 ;

Vu l'arrêté n° 25/6056 du 31 octobre 2025 du Président du Conseil départemental fixant le point GIR départemental 2026 pour le Département de la Sarthe à 8,00 € ;

Vu l'arrêté n°R59-2016/72 et 17/8727 du 19 septembre 2017 portant autorisation de l'EHPAD

Le Prieuré à Pontvallain, pour une capacité de 90 lits d'hébergement permanent, de 2 lits d'hébergement temporaire et de 3 places d'accueil de jour ;

Vu la convention tripartite signée le 7 décembre 2016 entre l'ARS, le Département et l'Etablissement ;

Vu les propositions budgétaires, tarifaires et l'annexe activité transmises par le gestionnaire ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département ;

Suite de l'Arrêté N° Dossier 87855 du

## A R R E T E

**Article 1** – Pour l'année 2026, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la section Hébergement de l'EHPAD sont autorisées comme suit :

|                          |                       |
|--------------------------|-----------------------|
| Charges brutes           | 2 203 268,62 €        |
| Recettes atténuatives    | 107 730,00 €          |
| <b>Charges à retenir</b> | <b>2 095 538,62 €</b> |

**Article 2** – A compter du 1<sup>er</sup> mars 2026, les tarifs journaliers applicables à l'EHPAD Le Prieuré à Pontvallain sont fixés comme suit :

|                              | Personnes âgées<br>de plus de 60 ans | Personnes âgées<br>de moins de 60 ans |
|------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Tarif Hébergement permanent  | 62,80 €                              | 83,43 €                               |
| Tarif Hébergement temporaire | 62,80 €                              | 83,43 €                               |
| Tarif Accueil de jour        | 31,40 €                              | 41,72 €                               |

**Article 3** – Pour l'année 2026, les recettes à retenir de la section dépendance de l'EHPAD Le Prieuré à Pontvallain sont autorisées comme suit :

|                                                          | Montants            |
|----------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>Ressources totales hébergement permanent</b>          | <b>671 946,07 €</b> |
| <b>Enveloppes complémentaires ventilées comme suit :</b> |                     |
| + hébergement temporaire                                 | 3 000,00 €          |
| + places d'accueil de jour                               | 14 100,00 €         |
| <b>= Ressources à retenir 2026</b>                       | <b>689 046,07 €</b> |

**Article 4** – A compter du 1<sup>er</sup> mars 2026, les tarifs journaliers afférents à la section dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit pour les personnes âgées de plus de 60 ans :

|                          | Hébergement permanent<br>et temporaire | Accueil de jour |
|--------------------------|----------------------------------------|-----------------|
| Tarif dépendance GIR 1-2 | 22,99 €                                | 11,50 €         |
| Tarif dépendance GIR 3-4 | 14,59 €                                | 7,30 €          |
| Tarif dépendance GIR 5-6 | 6,19 €                                 | 3,10 €          |

**Article 5** – Le forfait global dépendance est égal à la somme du résultat de l'équation tarifaire, définie à l'article R314-173 du Code de l'action sociale et des familles, et de financements complémentaires. Sont soustraits du montant obtenu le montant prévisionnel de la participation des résidents (tarif GIR 5-6), les tarifs journaliers dépendance opposables aux autres départements pour les résidents qui y ont leur domicile de secours et la participation acquittée par les résidents de moins de 60 ans, ainsi que les prestations non cumulables avec l'APA (MTP, ACTP, PCH).

Le forfait global dépendance (APA) octroyé à l'EHPAD est fixé pour l'année 2026 à 447 926,07 € et il se décompose comme suit :

- ↳ Forfait dépendance au titre de l'hébergement permanent : 430 826,07 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'hébergement temporaire : 3 000,00 €,
- ↳ Dotation complémentaire octroyée au titre de l'accueil de jour : 14 100,00 €.

Le versement du forfait global dépendance sera effectué par douzième.

Le forfait global dépendance 2026 sera régularisé au regard des sommes déjà engagées au titre de la dépendance, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 1<sup>er</sup> mars 2026.

**Article 6** - Le forfait global dépendance mentionné à l'article 5 sera reconduit, le cas échéant, en 2027 jusqu'à la fixation du nouveau forfait.

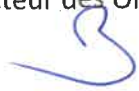
**Article 7** - Dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental de la Sarthe,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette 44041 NANTES cedex 01).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Article 8** - Monsieur le Directeur général des Services du Département, Madame la Directrice générale adjointe des Solidarités, Madame le Payeur départemental, Madame la Directrice de l'établissement considéré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [www.sarthe.fr](http://www.sarthe.fr).

Pour la Directrice générale adjointe  
des Solidarités empêchée,  
Le Directeur des Offres d'accueil,

  
Bernard BONNEL

Acte certifié exécutoire compte tenu  
de sa réception au contrôle de légalité le : 19 FEV. 2026  
et de sa publication ou notification le : 19 FEV. 2026